

L'effondrement du bloc communiste

Source: CVCE. Pierre Gerbet.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/l_effondrement_du_bloc_communiste-fr-6a9334aa-82e9-4572-8e47-6dd6ef4d8407.html

Date de dernière mise à jour: 08/07/2016



L'effondrement du bloc communiste

La politique réformiste de Mikhaïl Gorbatchev en Union soviétique ne peut qu'encourager les mouvements d'opposition aux régimes communistes dans les pays du bloc soviétique. Les manifestations se multiplient. Les gouvernements doivent accepter des mesures de libéralisation, d'ailleurs conseillées par Gorbatchev, mais qui ne seront pas considérées comme suffisantes.

Les aspirations à la liberté, longtemps contenues par les régimes communistes dans les pays du glacis soviétique et en URSS même, se manifestent irrésistiblement à la faveur des réformes tentées en Union soviétique par Mikhaïl Gorbatchev et par sa politique d'ouverture vers l'Occident. Le maintien de régimes communistes réformés s'avère impossible. Partout l'emporte la volonté de démocratie politique et de liberté économique. En trois ans, les régimes communistes s'effondrent et les nationalités se libèrent, d'abord dans les pays satellites de l'URSS, puis en Union soviétique même. Les structures du bloc de l'Est se défont avec la disparition du Pacte de Varsovie et du Comecon. L'Union soviétique se disloque en Républiques indépendantes.

En Pologne, des réformes économiques entraînent des grèves au printemps et à l'été 1988. Le mouvement Solidarité réclame le pluralisme syndical. Lors des négociations de la *Table ronde*, qui permettent la naissance en douceur de la troisième République de Pologne, les dirigeants communistes polonais légalisent le mouvement social en avril 1989. Ainsi, *Solidarność* peut participer aux premières élections semi légales depuis la Seconde guerre mondiale. Les élections des 4 et 18 juin voient la débâcle du parti communiste et Tadeusz Mazowiecki devient le premier chef de gouvernement non communiste en Europe de l'Est. Il est nommé le 19 août 1989 et investi à une écrasante majorité par la Diète polonaise le 8 septembre 1989 grâce à une coalition entre Solidarité, le parti paysan et le parti démocrate. En décembre 1989, Lech Wałęsa, dirigeant emblématique de *Solidarność* remplace le général Jaruzelski du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) à la présidence. Le triomphe des candidats du syndicat à ces élections a déclenché une avalanche de révolutions pacifiques anti-communistes en Europe centrale et en Europe de l'Est.

En Hongrie, des manifestations contre le régime se multiplient en 1987 et 1988. L'opposition s'organise et les réformateurs entrent au-gouvernement en juin 1988. Le 18 octobre 1989, la constitution stalinienne est abandonnée et la Hongrie adopte le pluralisme politique. Dès le mois de mai, elle avait mis fin au « rideau de fer » la séparant de l'Autriche, permettant ainsi la fuite vers l'Ouest de nombreux Allemands de l'Est.

En Tchécoslovaquie, un plan de réformes inspirées de celles de l'URSS est adopté en décembre 1987 mais peu appliqué. Le régime se durcit et réprime les manifestations en 1988.

En République démocratique allemande (RDA), l'opposition au régime stalinien se développe. D'énormes manifestations se produisent et la fuite des Allemands de l'Est s'amplifie. Le gouvernement n'envisage aucune réforme et compte sur l'intervention des troupes soviétiques stationnées en RDA, mais Gorbatchev s'y refuse. Il a renoncé à la doctrine Brejnev d'intervention légitime dans les pays frères. Dès lors le régime communiste s'écroule. Le mur qui coupait Berlin en deux depuis 1961 est franchi le 9 novembre 1989 et les Allemands de l'Est ne pensent plus qu'à la réunification avec la République fédérale allemande (RFA).

La chute du mur produit une impression considérable. Surtout, la réunification de l'Allemagne, à la suite de la chute du régime communiste de l'Allemagne de l'Est sans que l'Union soviétique ait eu la possibilité de s'y opposer, a une influence directe sur la construction européenne. Il est indispensable, pour intégrer l'Allemagne réunifiée, de renforcer la Communauté européenne par l'institution de l'Union européenne comportant une Union économique et monétaire (UEM) et une union politique. Ce sera l'objectif du traité de Maastricht (7 février 1992).

La réunification de l'Allemagne accélère davantage l'élimination des gouvernements communistes. En Tchécoslovaquie, l'opposant Václav Havel est élu président intérimaire de la République à l'unanimité par le parlement de la République socialiste fédérative le 29 décembre 1989. Dans cette dynamique, le mouvement contestataire *Forum civique*, remporte les premières élections législatives libres le 8 juin 1990 et reconduit Václav Havel à la présidence de la République en juillet de la même année. En Hongrie, les

élections législatives du 2 avril 1990 aboutissent à la formation d'un gouvernement du Forum démocratique. Le 9 décembre 1990, Lech Wałęsa devient président de la République de Pologne. En Bulgarie, un gouvernement de coalition est formé le 7 décembre 1990 et une nouvelle Constitution adoptée le 9 juillet 1991. En Roumanie, à la suite de manifestations violentes, le dictateur communiste Nicolae Ceaușescu est exécuté le 25 décembre 1989 et une nouvelle Constitution établissant le pluralisme est adoptée le 8 décembre 1991.

Cette transformation s'opère le plus souvent de façon pacifique. Néanmoins, en Roumanie la révolution contre le dictateur Ceausescu fait couler le sang et l'éclatement de la Yougoslavie entraîne une longue et cruelle guerre civile.

Ces bouleversements posent le problème de la réorganisation de l'Europe centrale et orientale. Les États ex-satellites de l'URSS, soucieux de leur sécurité, comptent sur l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et, surtout, sur l'OTAN. Ils trouvent une structure d'accueil dans le Conseil de l'Europe pour la défense de la démocratie et des droits de l'homme. Ils reçoivent l'aide de la Communauté européenne à laquelle ils aspirent, à terme, appartenir.